

Critique Sociale

numéro 38 - février/mars 2016

Actualité :

Internationalistes, contre le courant !, p. 1

Contre les peurs et les haines, par la lutte sociale, p. 2

Quand l'exception devient la règle, p. 4

Ecole et novlangue, p. 5

Histoire et théorie :

La première biographie de Paul Mattick, p. 7

Rosa Luxemburg et le but final socialiste, p. 9

Internationalistes, contre le courant !

C'est le moins qu'on puisse dire, le climat politique actuel n'est pas réjouissant : violences terroristes, violences racistes et antisémites, violences sexistes... la barbarie a le vent en poupe. Ce constat doit pourtant nous inciter à combattre de front toutes ces violences, dans leurs symptômes et dans leurs causes. Face à l'actuel emballement de stupidité et de haine, il nous faut répondre à la fois par la défense de nos valeurs fondamentales – dont l'internationalisme et la solidarité – et en même temps par des perspectives politiques concrètes, par des mobilisations unificatrices sur des bases sociales : des luttes de classe.



Manifestation (pluvieuse) contre l'état d'urgence, le 30 janvier 2016 à Paris.

Qu'observe-t-on en France ? Dépolitisation et droitisation de la société vont de pair, via les politiques du gouvernement Hollande/Valls, par la domination de préjugés, par l'égoïsme. Cette situation ne

doit surtout pas mener au défaitisme, il s'agit de ne pas se résigner face au FN et à ses idées – qui imprègnent, hélas, dans bien d'autres courants politiques. Nous nous opposons donc activement à toutes les mouvances qui acceptent et s'inscrivent dans différentes formes de repli, même celles qui se disent de « gauche ». Etre contre le courant ne nous réjouit pas particulièrement, mais ne nous gêne pas si c'est pour défendre nos convictions, notre perspective d'auto-émancipation mondiale qui correspond à l'intérêt réel de la majorité de l'humanité, en premier lieu les classes travailleuses et populaires.

Pour changer de société, il est indispensable de partir de la réalité actuelle, ne pas se dissimuler le poids des peurs du changement, de la peur de l'avenir. Se répand la croyance à un déclin, avec ses références à un passé imaginaire qui n'a jamais existé et que rien ne ferait naître, mais dont la quête peut avoir des conséquences très concrètes – et très réactionnaires. Nous sommes bien dans « l'impasse de droite » que nous annonçons lorsque Manuel Valls est devenu Premier ministre¹. Le progrès de l'extrême droite (FN) lors des dernières élections, en décembre 2015, en est une des manifestations. Cela impose une prise de conscience, une action déterminée contre tous les replis comme contre tous les reculs sociaux, ce qui ne peut pas être mené par ceux qui encouragent des divisions nationales, raciales, ou autres : de Jean-Luc Mélenchon aux « Indigènes de la République », en passant par des partisans du « protectionnisme » comme Frédéric Lordon, etc. La liste pourrait malheureusement être largement prolongée. L'internationalisme est une base indispensable de la lutte sociale des exploités, qui n'est pas négociable, qu'il n'est pas possible d'abandonner même pour de prétendues raisons de « tactique ». Renoncer à ce principe, même partiellement ou provisoirement, c'est renoncer à l'émancipation, c'est ouvrir la porte aux dérives et au repli.

L'action sociale doit donc reprendre, sur des bases claires et combatives. La récente condamnation à de la prison ferme de 8 anciens travailleurs de Goodyear, dont plusieurs syndicalistes, pour une action dans le cadre d'un mouvement social, est particulièrement révoltante. Cette répression des luttes sociales doit entraîner une riposte unitaire à la hauteur, car la possibilité de la lutte sociale est pour les travailleurs comme l'air qu'on respire : une nécessité absolue.

Le PS au pouvoir mène une politique anti-sociale, hostile au mouvement ouvrier, c'est un fait établi. S'opposer à ce pouvoir est donc la seule option utile, pragmatique et réaliste, mais il s'agit de s'opposer à ce type de politique et non seulement aux individus qui la portent actuellement. Il nous faut aussi apporter une autre perspective : l'auto-organisation à la base pour vivre autrement.

Le chômage, le niveau des salaires, sont les sujets brûlants du moment, sur lesquels il est indispensable de lutter en tant que classe sociale. Ne laissons passer aucune division artificielle entre les travailleurs, les précaires, les chômeurs du monde entier. Quel que soit l'endroit d'où l'on vient, où l'on vit, nous avons les mêmes intérêts et nous pouvons nous rassembler vers le même objectif : la fraternité mondiale des exploités contre toutes les barbaries, toutes les oppressions, toutes les frontières.

* * *

Contre les peurs et les haines, par la lutte sociale

Plus de deux semaines après le 13 novembre, nous sommes encore bouleversés par la violence terrible des attentats, les très nombreuses victimes assassinées, et la détresse de leurs proches. Mais aussi, nous constatons qu'un sentiment de solidarité a spontanément saisi une grande partie de la population.

¹ « Manuel Valls : l'impasse de droite », tract diffusé par Critique Sociale à partir du 2 avril 2014, reproduit dans *Critique Sociale* n° 31, mai 2014.

L'attitude gouvernementale n'en est que plus condamnable : profiter de l'émotion pour faire passer l'état d'urgence d'une durée de trois mois, voire même un projet de révision dans la panique de la constitution, est indigne. Les conséquences de cette politique n'ont pas tardé à se révéler : perquisitions et assignations à résidence arbitraires pour des militants écologistes et d'extrême gauche, manifestations interdites, etc. Avoir subi un choc n'est pas une excuse pour une fuite en avant dans une impasse. Surtout que tout au bout de l'impasse, il peut y avoir la barbarie.



Nous devons briser ce cercle vicieux où la haine entraîne la haine. On le voit malheureusement avec ces attentats commis par Daesh, groupe d'extrême droite islamiste qui massacre au nom de son idéologie sectaire, attentats qui tendent à renforcer en France le FN, parti d'extrême droite qui attise les peurs et les haines. Alors que la barbarie de Daesh s'exerce de façon sanglante principalement en Irak et en Syrie, on ne peut pas oublier le rôle mortifère de la guerre de 2003 à l'initiative de George Bush, qui a créé le chaos sur lequel ce groupe prospère. C'est ce que des centaines de milliers de manifestants dans le monde avaient déjà dit à l'époque. Les stratégies impérialistes se révèlent criminelles, leurs conséquences tragiques s'étalent sur des durées extrêmement longues. Il est donc indispensable de sortir de ces cycles de la terreur, ce qui passe par la nécessité de la lutte sociale contre les impérialismes là où nous nous trouvons. Cela ne doit évidemment pas conduire à atténuer ou relativiser la responsabilité des groupes comme Daesh, qui portent la responsabilité de leurs crimes.

Notre détermination à l'ouverture des frontières est encore renforcée, quand tant d'exilés tentant d'échapper à Daesh, à Bachar el-Assad, etc., cherchent un refuge que trop souvent les Etats leur refusent. L'accueil des réfugiés dans des conditions dignes, avec du personnel d'accompagnement formé et des logements adéquats, est une nécessité immédiate.

Internationalistes, marxistes, féministes, nous combattons l'intolérance et les discriminations, nous défendons la liberté et l'égalité humaine partout dans le monde. Ces principes sont à mettre en avant partout, face à tous ceux qui les bafouent. En particulier, il y a aujourd'hui la nécessité de combattre l'extrême droite islamiste par nos propres moyens, notamment la solidarité de classe, la fraternité des travailleurs (par exemple par un soutien du mouvement ouvrier aux forces progressistes qui affrontent Daesh). Or, les choix gouvernementaux vont à l'encontre de cette perspective. La liberté de manifester est notamment un principe fondamental, il est dès lors parfaitement légitime de maintenir des manifestations même lorsque l'Etat français en a décrété l'interdiction. C'est pourquoi il est nécessaire de se mobiliser pour la levée immédiate de l'état d'urgence, l'arrêt de la répression des mouvements sociaux, des poursuites judiciaires et des assignations à résidence contre les militants. C'est parce que les luttes sociales progressistes pourront être puissantes, susciter l'auto-organisation à la base, obtenir des victoires, que la conscience de classe pourra remplacer la peur et le réflexe de repli.

C'est dans cette situation de crises multiples qu'il est plus que jamais nécessaire de mettre en avant

l'objectif concret d'une autre organisation sociale, basée sur la coopération et non plus la compétition, où la production serait déterminée par les besoins de tous et non les profits de quelques uns. Qu'on l'appelle socialisme, communisme, ou autrement, c'est pour cette société d'auto-émancipation généralisée que nous luttons et continuerons de lutter, en combattant les conservateurs et tous les réactionnaires sur nos propres bases d'indépendance de classe.

(texte publié sur notre site internet le 3 décembre 2015)

* * *

Tribune : Quand l'exception devient la règle

13 novembre 2015. Larmes, cris, agitation. Coups de fil aux proches. Apaisement ou, à nouveau, larmes et cris. Fin de soirée. Allocutions télévisées des uns et des autres. « On ouvre trop les frontières », dit Estrosi. « C'est la France qui est touchée dans ses libertés », dit Hollande. Dont acte : pour sauver les libertés de la France et de ses habitants, on va les priver de leurs libertés. On a un nom pour cela : « l'état d'urgence ». Manif interdites. Ordre est donné aux enseignant-e-s de dénoncer le lundi suivant tout-e élève qui ne respecterait pas la minute de silence. Chacun est prié de pleurer encore et encore, de clamer haut et fort de ne « pas avoir peur » tout en affirmant que « la présence des militaires, partout dans Paris, est rassurante ». Qu'importe si c'est en 1955, en pleine guerre d'Algérie, qu'est née cette notion. Qu'importe si cela permet l'interdiction des manifestations du 17 octobre 61 et du 8 février 62, avec les conséquences que l'on sait. Et puis, au passage, on arborera des drapeaux tricolores. Profils « Facebook », balcons, écoles... Tout se couvre de fanions.

Jusqu'à quand l'« état d'urgence » ? Petit à petit, comme l'oiseau fait son nid, la « résistance » s'organise : on lève l'interdiction de manifester, mais bon, attention tout de même. D'ailleurs, la COP 21 vient à point nommé : des fois qu'un dangereux écolo vienne y mettre son grain de sel, on prend des mesures pour le tenir à distance. Va pointer ci, va pointer là. Ça perturbe ta vie quotidienne ? Eh ! Fallait pas jouer les rebelles !

Allons même plus loin qu'en 1955 : l'ouverture de centres de rétention pour personnes « présentant des risques de dangerosité » est soulevée.

Comme prévu, les pouvoirs accrus de la police donnent aux fonctionnaires de l'Intérieur un léger complexe de supériorité : 500 assignations à résidence, 3000 perquisitions administratives entre le 13 novembre et fin décembre. Pour arrêter des terroristes ? Allons bon ma p'tite dame ! La loi prévoit son extension à toute association qui « porterait atteinte à l'ordre public ».

Et puis, bientôt, il va falloir lever ces mesures exceptionnelles. Question de constitution. Ou alors, on pourrait changer la constitution ? Comment faire ? Rhétorique, rhétorique ! On crée une distinction entre « la cessation du péril », qui devrait entraîner ipso facto la levée de l'état d'urgence, et « le risque d'actes terroristes », qui peut sembler éternel. Qui peut jurer que nul n'aura désormais l'idée de tirer sur une foule ou de déposer une bombe ?

Bon, rassurez-vous : notre liberté a un berger. Il s'appelle le conseil d'Etat. Certes, il est fait d'énarques sortis de la même cuisse divine que nos ministres mais, soyons sérieux, on ne va pas laisser les moutons - pardon, la population - prendre ce genre de décisions.

Alors, entre gens sérieux, on peut se le dire : la distinction entre « péril » et « risque » est un peu... subtile. Mais le nouveau projet de loi constitutionnelle autorise désormais l'Etat à proroger l'état d'urgence. Ça valait bien la peine de faire le coup des synonymes !

Alors, au passage, selon une méthode bien connue, on brandit de nouvelles mesures dont on avoue qu'elles ne sont que « symboliques », avec l'espoir de détourner sur elles l'attention des militant-e-s.

La droite proposait de déchoir de sa nationalité tout-e « binational-e » « en lien avec une entreprise terroriste » ? La gauche va le faire ! Peu importe si, en réalité, des dispositions approchant existent déjà : le chiffon rouge fonctionne et une bonne partie de la gauche non gouvernementale y fonce tête baissée. Olé !

Entendons-nous bien : que des dispositions proches, comme la privation des droits civiques, existent déjà ne légitime en rien une telle proposition. Mais le piège consiste à considérer chaque élément de ce dispositif séparément au lieu de l'attaquer comme un arsenal législatif solidaire et cohérent.

Second piège dans lequel tombent également quelques taureaux : la dénonciation de ce projet de loi au nom d'une conception essentialiste de la France ou de la république. Ce sont les discours de type « c'est contraire à la tradition d'accueil de la France » (parlez-en aux immigrés portugais et italiens du XX^e siècle !), « la République française, c'est la liberté » (comme si elle n'avait pas longtemps interdit le regroupement d'ouvriers et les grèves). Non, nous ne combattons pas l'état d'urgence au nom d'une « Idée » de la République ou de la France et nous affirmons que « France » et « République » ne sont jamais que des mots, susceptibles d'acceptions très diverses. Nous combattons l'état d'urgence au nom de nos libertés, libertés concrètes et non idéales : notre droit de nous regrouper, de manifester pour améliorer nos conditions de vie et de travail, de dormir sans craindre d'être éveillé-e-s en pleine nuit par la police, notre droit d'être défendu-e-s en cas d'inculpation, d'entrer et de sortir librement du territoire.

Troisième piège et non le moindre : dissocier de cet arsenal la guerre sanguinaire qui se déroule en Syrie au nom de libertés supérieures. Certes, on ne peut que se reconnaître dans le slogan « ni Daesh, ni Bachar El-Assad ». Mais, si j'ai une conviction, c'est bien qu'une politique intelligente ne saurait non plus se résumer à un slogan ou à une alternative binaire. Les guerres passées ont montré que de telles interventions sont le terreau des guerres et du terrorisme de demain. Face au fascisme, français, chrétien ou musulman, une seule réponse : la lutte internationale de tous-tes les travailleur-se-s pour leurs libertés.

Clélie.

* * *

Tribune :

Ecole et novlangue

La ministre de l'Education nationale Vallaud-Belkacem entendait placer sa réforme sous le signe de la lutte contre les inégalités et contre un système de plus en plus élitiste. Bref, une énième réforme pour « l'égalité des chances ». Voyons un peu.

Inégalité de genre et de sexe, d'abord. Est-il besoin d'y revenir ? La ministre, qui s'est fait une place au sein du PS grâce à son engagement féministe, a reculé lamentablement sur ses fameux « ABC de l'égalité », diluant leurs contenus de la maternelle à la terminale sans aucun programme contraignant. Les enseignant-e-s peuvent aborder les questions de genre s'ils/si elles le souhaitent mais cela n'a rien d'obligatoire. Notons au passage que les formations à ce sujet sont facultatives et que, à ce titre, les enseignant-e-s stagiaires ne bénéficient pas dans les ESPE (IUFM nouvelle formule) de cours là-dessus. En un mot, on ne prêche que les convaincu-e-s.

Un « collège moins élitiste » ensuite. Que le collège soit un grand moment de sélection sociale, et que le choix de l'option latin ou de la classe bi-langue y joue un grand rôle, est incontestable. Est-ce une raison pour tirer un trait sur ces deux enseignements ? Ne devrait-on pas, au contraire, étendre ces disciplines au plus grand nombre ?

Vous n'avez rien compris ! Pour rendre le collège moins élitiste, on remplace des heures de français, de maths... par des enseignements « interdisciplinaires », les fameux EPI. Casser les frontières artificiellement étanches que l'Ecole a traditionnellement construites entre les différentes matières est, pédagogiquement et intellectuellement, une bonne idée. Mais, là où le bât blesse, c'est que cela prive les collégien-ne-s d'enseignements nécessaires à leurs apprentissages. Surtout, la répartition de ces heures un peu particulières a lieu à la discrétion des chefs d'établissement : c'est la fameuse « autonomie » des collèges. Ainsi, d'un établissement à l'autre, on pourra bénéficier d'un nombre d'heures de maths passant du simple au double. Gageons que, comme d'habitude, les collèges les plus déshérités utiliseront ces heures pour des « projets innovants » ou pour dédoubler les classes trop chargées alors que ceux du quartier latin trouveront le moyen de les investir pour maintenir leurs élèves sur des rails de trains menant tout droit aux grandes écoles.

En outre, on reprend à la réforme Chatel du lycée le fameux « accompagnement personnalisé », censé certifier un regard personnel et bienveillant sur chaque élève. Or, l'expérience des lycées, justement, montre qu'il s'agit là d'un leurre puisque ce cours a lieu... en classe entière !

Pour mener à bien cette réforme, les réunions vont se multiplier et la participation aux formations ad hoc est rendue obligatoire, sous peine de retrait de salaire. Car l'autonomie, vous l'avez compris, n'est pas celle des enseignant-e-s mais bien celle de leurs chef-e-s. Ainsi, non seulement cette réforme maintient le rôle de sélection sociale du collège, mais elle risque également de départager brutalement les enseignant-e-s doté-e-s de superpouvoirs leur permettant de tenir le rythme du commun des mortel-le-s. Et, surtout, d'accroître encore la mainmise de l'administration sur les fonctionnaires, au détriment de tout exercice de l'esprit critique.

Vous avez dit « esprit critique » ? Autre tarte à la crème de nos gouvernant-e-s depuis les attentats de janvier 2015 : développer « l'esprit critique » des élèves, qui doit leur permettre de devenir des « citoyens autonomes ». Un cours est prévu à cet effet : l'enseignement moral et civique (EMC). De quoi s'agit-il exactement ? D'une heure hebdomadaire qui remplace point par point l'éducation civique qui lui préexistait. Rien de bien neuf, donc. Si : il est vrai que certaines filières, au lycée, ne bénéficiaient pas d'un tel enseignement. C'est désormais chose faite. Cependant, cela ne fait pas l'objet de dotations horaires spécifiques, ce qui contraint le conseil d'administration des lycées à surcharger les classes ou à réduire le nombre de dédoublements. En un mot, on aiguise l'esprit critique des élèves en organisant des débats à 35.

Mais, d'ailleurs, qu'entend-on par « esprit critique » ? Jetons un œil aux programmes d'EMC : respect de l'autorité, amour de la république... Il est d'ailleurs prévu une « réserve citoyenne » pour aider les enseignants à diffuser ces idées. Il s'agit d'enseignant-e-s ou d'intervenant-e-s passé-e-s maîtres dans la maîtrise de la rhétorique de ces « empêcheurs de penser en rond » que sont Caroline Fourest ou Alain Finkielkraut (!). Ah bon, vous ne les trouvez pas aptes à interroger les élèves ? C'est que vous n'avez vraiment rien compris à cette merveilleuse République menacée de toutes parts pour son indépendance d'esprit ! Et, tant il est vrai qu'est par nature doté d'esprit critique celui ou celle qui pense comme moi, les élèves qui perturberaient d'une façon ou d'une autre la minute de silence du 16 novembre devront être dénoncé-e-s au chef d'établissement.

Lutte contre les inégalités, autonomie, esprit critique... Autant de mots passe-partout que les gouvernements de droite comme de gauche utilisent pour leur pouvoir de séduction et leur vide sémantique. Il s'agit là d'une véritable manipulation du langage à des fins propagandistes qui mériterait une analyse en profondeur. Il nous faut de toute urgence refuser ce brouillage et proposer une contre-offensive idéologique à la hauteur des enjeux.

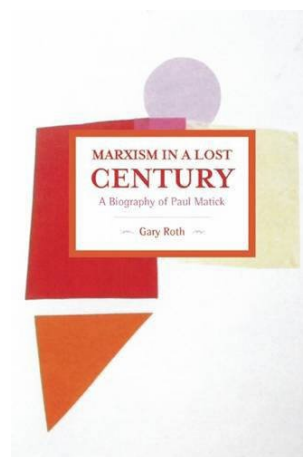
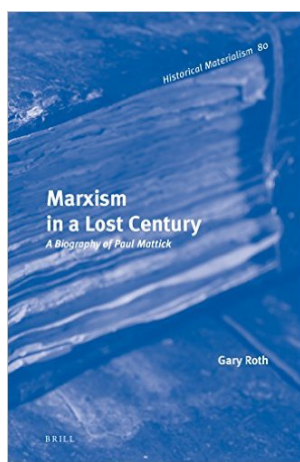
Clélie.

* * *

La première biographie de Paul Mattick

La première biographie du militant marxiste Paul Mattick (1904-1981) est parue l'an dernier en anglais : Gary Roth, *Marxism in a Lost Century. A Biography of Paul Mattick*, Brill, 2015 (réédition en poche – « paperback » – par Haymarket Books, décembre 2015²).

Nous en traduisons ici quelques bref passages, avec l'accord de l'auteur, en espérant qu'une éventuelle publication intégrale en français puisse voir le jour. Nous n'avons pas choisi d'extraits concernant son militantisme en Allemagne, ni au début des années 1930 aux Etats-Unis, puisqu'il les a lui-même largement évoqués dans *La Révolution fut une belle aventure*, livre dont nous avons déjà rendu compte³. D'abord militant en Allemagne, jeune ouvrier, Mattick prit part à la Révolution allemande, fut membre d'un conseil ouvrier, et milita au KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne). Il vécut à partir de 1926 aux Etats-Unis, y prit part aux luttes sociales et devint un théoricien du communisme des conseils.



Le premier extrait concerne la parution de la revue *New Essays*, que Mattick animait avec Karl Korsch et qui prenait la suite de la revue *Living Marxism* (« marxisme vivant », 13 numéros parus de 1938 à 1941). Il est d'abord question de la recherche de nouveaux collaborateurs à la revue, qui parut en 1942-1943 (extrait du chapitre 12, pp. 212-213) :

« Korsch demanda à Herbert Marcuse, membre de l'école de Francfort, d'envoyer son récent ouvrage sur Hegel, bien que Mattick l'ait déjà utilisé pour un essai publié dans la *Partisan Review*⁴. Boris Souvarine était aussi une possibilité, mais on sut qu'il était « vraiment mélancolique voire morbide » du fait qu'il avait été obligé de laisser derrière lui tous ses travaux en fuyant l'Europe⁵. L'historien Arthur Rosenberg promit d'écrire une recension de livre, mais mourut avant de l'achever⁶. La revue ne publia pas de contributions littéraires, bien que Korsch pensait que chaque numéro devrait en comporter⁷. Bertolt Brecht fut envisagé, de même que James Farrell. Un beau texte de Victor Serge dut être écarté car il aurait exigé un difficile travail de traduction⁸. Un essai de critique littéraire par Rosa Luxemburg fut par contre publié, grâce à la traduction de Frieda Mattick⁹. Seuls trois numéros

² Gary Roth est aussi le coauteur avec Anne Lopes de *Men's Feminism, August Bebel and the German Socialist Movement*, Humanity Books, New York, 2000.

³ « "La Révolution fut une belle aventure", de Paul Mattick », *Critique Sociale* n° 29, janvier 2014 ; Paul Mattick, *La Révolution fut une belle aventure. Des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934)*, L'échappée, 2013, préface de Gary Roth, postface de Laure Batier et Charles Reeve.

⁴ Lettre de Karl Korsch à Paul Mattick, 20 août 1941 (publiée dans *Karl Korsch Gesamtausgabe*, Offizin Verlag, 2001).

⁵ Lettres de Dinsmore Wheeler à Mattick, 5 janvier 1943, de Karl Korsch à Boris Souvarine, 6 octobre 1942 (conservée à Harvard), de Korsch à Mattick, 24 octobre 1942 (*Gesamtausgabe*).

⁶ Lettres d'Arthur Rosenberg à Mattick, 16 janvier 1943, et de Mattick à Claudio Pozzoli, 5 mai 1970.

⁷ Korsch à Mattick, 21 octobre 1942 (*Gesamtausgabe*).

⁸ James Farrell à Mattick, 16 juillet 1943, Mattick à Dwight Macdonald, 24 août 1943.

⁹ Il s'agit de la préface écrite en prison par Luxemburg à sa traduction en allemand d'un texte de l'écrivain russe Vladimir Korolenko [nde].

de *New Essays* purent paraître, mais ils comportaient un large éventail d'auteurs. Outre Mattick et Korsch, des articles et des recensions étaient signés de Dwight Macdonald, Victor Serge, Julien Coffinet, George Kimmelman, Leo Friedman, Sebastian Frank, C.P. West, Walter Boelke, Anton Pannekoek et Heinz Langerhans. »

Extrait du chapitre 13, pp. 234-235 :

« Un projet de voyage de trois mois à Berlin, Paris, Amsterdam et Londres dut être revu à la baisse pour des raisons financières. [...] Début avril 1948, Mattick embarqua à bord d'un bateau de transport de troupes reconverti, où les voyageurs dormaient à cinquante par chambre, ce qui était le moyen le moins cher de faire la traversée. Cela faisait trois ans qu'il préparait ce voyage : « *Je suis très enthousiasmé par tout ça, tout en ayant un peu peur bien que je ne sache pas pourquoi* »¹⁰. Il n'avait plus été en Europe depuis 22 ans.

Mattick passa trente jours rapides à Berlin, ce qui était le maximum autorisé pour une visite¹¹. Près de 50 personnes vinrent écouter une conférence organisée par Reinhold Klingenberg et Alfred Weiland, au cours de laquelle Mattick parla du mouvement ouvrier aux Etats-Unis et de la situation internationale. Beaucoup de ses anciens camarades étaient dans le public, de même que des agents de la sécurité municipale. Même Klingenberg sous-estimait le degré de surveillance : sur les huit participants à un cours d'économie qu'il donnait avec Weiland, quatre étaient des espions de la police¹². [...] De Berlin, Mattick se rendit aux Pays-Bas pour y voir Henk Canne Meijer et Pannekoek, ce qui fut leur première rencontre après vingt ans de correspondance. Pendant ces sept semaines loin de chez lui, Mattick ne mangea que ce que les autres mangeaient et dans les mêmes quantités : il revint chez lui nettement amaigri. Son récit de voyage, « *Obsessions de Berlin* », parut dans la *Partisan Review* quelques mois plus tard¹³. »

Dans ce dernier extrait, sont évoqués les rapports de Mattick avec le marxologue Maximilien Rubel (chapitre 15, pp. 267-268) :

« Le fait que Rubel fut professeur invité à l'université Harvard en 1961 consolida leur amitié. Pour Mattick, Rubel était quelqu'un qui avait « *un bon état d'esprit tant sur le plan humain que politique, et très érudit. Nous passons de très bons moments ensemble* ». Pendant que Mattick aidait Rubel à améliorer son anglais, il l'entendit beaucoup parler de « *manuscrits [de Marx] cachés dans des archives, que je ne verrai jamais* »¹⁴. Mattick reconnaissait que « *la recherche n'est pas ce que j'aime (aller dans des bibliothèques et chercher à y dénicher des textes intéressants)* », mais sur ces sujets c'était une autre affaire¹⁵. Leur correspondance durera deux décennies et couvre un champ très large de sujets : la théorie de la monnaie de Marx, les volumes 1 et 2 du *Capital*, la nature capitaliste de l'URSS, l'aliénation et l'orthodoxie dans le marxisme, le travail productif ou improductif, la production de déchets, les motivations subjectives de la classe ouvrière, et l'éthique socialiste.

Les priorités de Rubel n'étaient pas toujours celles de Mattick, et Mattick dévalorisait souvent des choses qui étaient chères à Rubel. Mattick, par exemple, pensait que la théorie monétaire n'était pas quelque chose qui intéressait Marx, bien que Rubel passa beaucoup de temps à déchiffrer les idées de Marx sur le sujet. Le grand projet de Rubel impliquait une réédition des volumes 2 et 3 du *Capital* afin de corriger les erreurs éditoriales qui entachaient la publication originale. Ce projet ne rencontrait pas la pleine compréhension de Mattick : « *il y a assez dans Le Capital, tel qu'il est, pour savoir ce que Marx voulait vraiment dire, même s'il n'était pas toujours très clair* ». Bien plus, disait-il à Rubel, « *toutes les théories ne restent que des fragments et de simples approximations de la vérité* ». Même si Marx avait achevé tous les tomes du *Capital*, il était de toute façon « *hors de la*

¹⁰ Lettre de Mattick à Dinsmore Wheeler, 13 mars 1948.

¹¹ Reinhold Klingenberg à Mattick, 16 mai 1946, Mattick à Anton Pannekoek, 8 mars 1948.

¹² Reinhold Klingenberg à Mattick, 1^{er} septembre 1946, Michael Kubina, *Von Utopie, Widerstand und Kaltem Krieg: Das Unzeitgemässe Leben des Berliner Rätekommunisten Alfred Weiland (1906-1978)*, Lit Verlag, 2001, p. 199 et 244-245.

¹³ Mattick, « *Obsessions of Berlin* », *Partisan Review*, octobre 1948.

¹⁴ Mattick à Dinsmore Wheeler, 2 mars 1961, Maximilien Rubel à Mattick, 5 janvier 1961, etc.

¹⁵ Mattick à Maximilien Rubel, 6 octobre 1961 (BDIC, Nanterre).

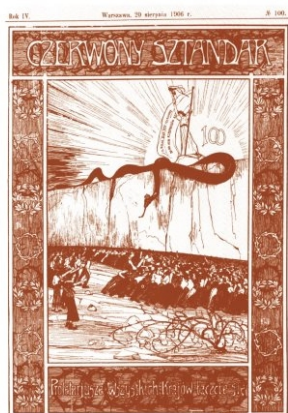
capacité d'un seul individu de comprendre toutes les ramifications d'un système dynamique tel que le capitalisme ». Pour Mattick, « Marx a fait plus que n'importe qui d'autre », mais cela ne voulait pas dire autre chose que « l'important est de poursuivre les travaux de Marx »¹⁶. »

* * *

Rosa Luxemburg et le but final socialiste

Rosa Luxemburg, *Le But final, textes politiques*, éditions Spartacus, Paris, 2016, 260 pages.

Rosa Luxemburg
Le but final
Textes politiques



SPARTACUS

SPARTACUS
CAHIERS ÉDITÉS PAR LES AMIS DE SPARTACUS
FONDATEUR : RENÉ-JOSEPH LEFÈVRE
8, IMPASSE CROZATIER 75012 PARIS

L'assassinat de Rosa Luxemburg en janvier 1919, pendant la révolution allemande, a magnifié sa figure et masqué l'importance de sa réflexion sur ce but final qui fut celui de toute son existence : la transformation socialiste de la société. On trouvera dans ce recueil les textes illustrant le mieux trois des thèmes qui jalonnèrent les trente années de son combat.

Dans *Réforme sociale ou révolution ?*, elle démontre qu'il est illusoire de croire que la société capitaliste puisse, par des réformes, éliminer les crises, le chômage et la misère.

Deux articles, dont l'un inédit jusqu'ici en français, éclairent sa vision particulière de l'organisation politique, du parti, et de son fonctionnement, qu'elle fondait sur l'autonomie et l'auto-émancipation des masses travailleuses.

Dans son texte célèbre, *La Révolution russe*, écrit en 1918, elle évalue à la fois la portée et les impasses de l'action des dirigeants bolcheviques, à qui elle adresse des critiques prémonitoires, tout en esquissant le contenu de la révolution socialiste dans les pays les plus industrialisés qu'elle développera quelques semaines plus tard dans le *Programme* de la Ligue Spartacus.

Ces textes de Rosa Luxemburg, nourris des leçons tirées du combat social, enrichies par une compréhension profonde des mécanismes de notre société, offrent au lecteur un vaste aperçu d'une pensée critique qui interroge toujours notre présent.

9 791094 106150
SÉRIE B n°192
JANVIER 2016
ISBN 979-10-94106-15-0 PRIX : 15 €

Disons-le tout net : même si le nom de Rosa Luxemburg est connu, ses textes politiques sont trop peu lus. Cette nouvelle parution est donc une bonne occasion de connaître la pensée de cette théoricienne marxiste, que nous considérons comme d'un très grand intérêt pour notre présent.

Il s'agit d'un recueil qui est une version revue et augmentée d'un précédent livre publié par les éditions Spartacus en 1997 : *Réforme sociale ou révolution ?*, et autres textes politiques. Comme ce titre l'indiquait, *Le But final* contient d'abord ce texte essentiel de Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, écrit en 1898 et 1899 en réponse à l'apparition de la théorie réformiste au sein du socialisme. L'auteure y montre, en examinant le fonctionnement et les évolutions du mode de production capitaliste, la nécessité de la révolution sociale pour sortir du capitalisme et abolir le travail salarié. Outre cette réfutation des arguments réformistes, on trouvera notamment dans ce texte une analyse du rôle du crédit dans les crises – qui a été pleinement vérifiée par la crise capitaliste en cours depuis 2007-2008.

On lira également *La Révolution russe*, célèbre texte d'analyse écrit en 1918 et dont l'avenir a montré toute la pertinence. Puis, avec le programme de la Ligue spartakiste et son discours au congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne en décembre 1918 (deux semaines avant son assassinat), Rosa Luxemburg définit en positif son orientation politique. Elle explique comment un mouvement révolutionnaire mené consciemment par les masses elles-mêmes est le moyen permettant d'arriver au but final socialiste : l'auto-émancipation mondiale des travailleurs, l'abolition de « toutes les conditions d'existence inhumaines de la société actuelle » (comme l'écrivit Karl Marx¹⁷).

¹⁶ Correspondance Mattick-Rubel, 1961-1963.

¹⁷ *La Sainte famille*, Karl Marx, *Œuvres tome III : Philosophie*, Bibliothèque de La Pléiade, 1982, p. 460.

Ce livre réunit aussi d'autres articles importants – dont l'un est publié pour la première fois en français – de cette auteure marxiste de premier plan qu'était Rosa Luxemburg. Nous n'allons pas les résumer, rien ne pouvant remplacer la lecture directe des textes, où l'on voit se développer une méthode d'analyse rigoureuse et féconde. Nous citons seulement ci-dessous quelques extraits de l'article « Questions d'organisation de la social-démocratie russe », publié en 1904, traduit pour la première fois en français en 1934 sous le titre « Centralisme et démocratie », qui figure dans *Le But final* sous son titre d'origine (pages 139 à 161) :

« Aucune formule rigide ne peut suffire lorsqu'il s'agit d'interpréter du point de vue marxiste un problème du socialisme, ne fût-ce qu'un problème concernant l'organisation du parti. [...]

Le mouvement socialiste est, dans l'histoire des sociétés fondées sur l'antagonisme des classes sociales, le premier qui compte, dans toutes ses phases et dans toute sa marche, sur l'organisation et sur l'action directe et autonome de la masse. Sous ce rapport, la social-démocratie [*Rosa Luxemburg désigne à l'époque par ce mot le mouvement révolutionnaire pour le socialisme et la démocratie, dans lequel elle s'inscrit*] crée un type d'organisation totalement différent de celui des mouvements socialistes antérieurs, comme par exemple les mouvements du type jacobin-blanciste.

Lénine paraît le sous-estimer lorsque, dans son livre, il exprime l'opinion que le social-démocrate révolutionnaire ne serait pas autre chose qu'« *un jacobin indissolublement lié à l'organisation du prolétariat qui a pris conscience de ses intérêts de classe* ». Pour Lénine, la différence entre la social-démocratie et le blanquisme se réduit au fait qu'il y a un prolétariat organisé et pénétré d'une conscience de classe à la place d'une poignée de conjurés. Il oublie que cela implique une révision complète des idées sur l'organisation et par conséquent un contenu tout à fait nouveau de la notion de centralisme, ainsi que des rapports réciproques entre l'organisation et la lutte.

Le blanquisme n'avait pas en vue l'action immédiate de la classe ouvrière et n'avait donc pas besoin d'une organisation de masse. Au contraire : comme les masses populaires ne devaient entrer en scène qu'au moment de la révolution, tandis que l'action préliminaire consistait dans la préparation d'un coup de main révolutionnaire par une minorité, le succès même du complot exigeait que les initiés se tinssent à distance de la masse populaire. Mais cela était également possible et réalisable parce qu'aucun contact intime n'existait entre l'activité conspiratrice d'une organisation blanquiste et la vie quotidienne des masses populaires.

En même temps, la tactique, aussi bien que les tâches concrètes de l'action, puisque librement improvisées par l'inspiration et sans contact avec le terrain de la lutte de classes élémentaire, pouvaient être fixées dans leurs détails les plus minutieux et prenaient la forme d'un plan déterminé à l'avance. Il s'ensuivait, naturellement, que les membres actifs de l'organisation se transformaient en simples organes d'exécution des ordres d'une volonté déterminée, extérieure à leur propre champ d'activité, en instruments d'un comité central. D'où cette seconde particularité du centralisme conspirateur : la soumission absolue et aveugle des sections du parti à l'instance centrale et l'extension de l'autorité de cette dernière jusqu'à l'extrême périphérie de l'organisation.

Radicalement différentes sont les conditions de l'activité de la social-démocratie. Elle surgit historiquement de la lutte de classe élémentaire. Et elle se meut dans cette contradiction dialectique que ce n'est qu'au cours de la lutte que l'armée prolétarienne se recrute et qu'elle prend conscience des buts de cette lutte. L'organisation, les progrès de la conscience et la lutte ne sont pas des phases particulières, séparées dans le temps et mécaniquement, comme dans un mouvement blanquiste, mais au contraire des aspects divers d'un seul et même processus.

D'une part, en dehors des principes généraux de la lutte, il n'existe pas de tactique déjà élaborée dans tous ses détails à laquelle les membres de la social-démocratie pourraient être formés par un comité central. D'autre part, les péripéties de la lutte, au cours de laquelle se crée l'organisation, déterminent des fluctuations incessantes de la sphère d'influence du parti social-démocrate. Il en résulte déjà que

la centralisation social-démocrate ne saurait se fonder ni sur l'obéissance aveugle ni sur une subordination mécanique des militants vis-à-vis du centre du parti.

D'autre part, il ne peut y avoir de cloisons étanches entre le noyau prolétarien conscient, solidement organisé dans le cadre du parti, et cette partie proche du prolétariat déjà entraînée dans la lutte de classe et dont la conscience de classe est en pleine progression.

L'instauration dans la social-démocratie du centralisme sur ces deux principes, la subordination aveugle de toutes les organisations jusque dans le moindre détail vis-à-vis du centre, qui seul pense, travaille et décide pour tous, et la séparation rigoureuse du noyau organisé du parti par rapport à l'ambiance révolutionnaire – comme l'entend Lénine – nous paraît donc une transposition mécanique des principes d'organisation blanquistes de cercles de conjurés dans le mouvement social-démocrate des masses ouvrières. Et il nous semble que Lénine a exprimé son point de vue d'une manière peut-être plus frappante que n'aurait osé le faire aucun de ses opposants, lorsqu'il définit son « *social-démocrate révolutionnaire* » comme un « *jacobin lié à l'organisation du prolétariat qui a pris conscience de ses intérêts de classe* ». En vérité, la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, elle est le *mouvement propre* de la classe ouvrière. [...]

La « discipline » à laquelle Lénine pense est inculquée au prolétariat non seulement par l'usine, mais encore par la caserne et par le bureaucratisme actuel, bref par tout le mécanisme de l'État bourgeois centralisé.

C'est inapproprié de désigner par le même terme de « discipline » deux notions aussi différentes que, d'une part, l'absence de pensée et de volonté dans un corps aux mille mains et aux mille jambes, exécutant à la baguette des mouvements mécaniques, et, d'autre part, la coordination volontaire de l'activité politique consciente d'une collectivité. Que peut avoir de commun l'obéissance de cadavre d'une classe dominée et la rébellion organisée d'une classe luttant pour son émancipation ?

Ce n'est pas en partant de la discipline imposée par l'État capitaliste au prolétariat, en remettant à celles d'un comité central social-démocrate la baguette enlevée des mains de la bourgeoisie, mais en rompant, en extirpant jusqu'à la dernière racine cet esprit d'obéissance servile, que le prolétaire pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle, de l'autodiscipline librement consentie de la social-démocratie. [...]

Ce qui importe toujours pour la social-démocratie, c'est évidemment non point la préparation d'une ordonnance toute prête pour la tactique future, mais c'est de maintenir l'appréciation historique correcte des formes de lutte qui s'imposent à chaque moment, la compréhension vivante de la relativité de la phase donnée de la lutte et de l'inévitabilité de l'aggravation des tensions révolutionnaires sous l'angle du but final de la lutte des classes.

Mais en accordant à la direction du parti des pouvoirs si absolus d'un caractère négatif, comme le veut Lénine, on ne fait que renforcer jusqu'à un degré très dangereux le conservatisme qui en émane nécessairement.

Si la tactique est le fait non pas du comité central, mais de l'ensemble du parti ou – encore mieux – de l'ensemble du mouvement ouvrier, il est évident qu'il faut à ses différents échelons cette liberté d'action qui seule permettra d'utiliser toutes les ressources d'une situation et de développer leur initiative révolutionnaire. L'ultra-centralisme défendu par Lénine nous apparaît comme imprégné non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à contrôler l'activité du parti et non à la féconder ; à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer ; à le juguler, non à l'unifier. [...]

Même du point de vue de Lénine, qui redoute par-dessus tout l'influence néfaste des intellectuels dans le mouvement prolétarien, nous ne saurions concevoir de plus grand danger pour le parti socialiste russe que les plans d'organisation proposés par Lénine. Rien ne pourrait plus facilement et plus sûrement asservir un mouvement ouvrier, encore si jeune, à la soif de pouvoir des intellectuels, que l'immobilisation du mouvement dans la cuirasse d'un centralisme bureaucratique qui ferait des

ouvriers en lutte l'instrument docile d'un « comité ». Et, au contraire, il n'y a pas de garantie plus efficace contre les abus opportunistes d'une intelligentsia ambitieuse que l'activité révolutionnaire autonome du prolétariat, grâce à laquelle il acquiert le sens des responsabilités politiques. [...]

Moins l'activité autonome, la libre initiative, le sens politique de l'avant-garde ouvrière auront pu se libérer dans la période de lutte actuelle, plus ils auront été politiquement mis sous tutelle, enrégimentés par un comité central social-démocrate, plus la tâche des démagogues bourgeois dans la Russie rénovée sera facile et plus la récolte des efforts actuels de la social-démocratie risquera d'être engrangée par la bourgeoisie. [...]

En arrêtant les pulsations d'une saine vie organique, on débilite le corps et on diminue sa résistance aussi bien que son esprit combatif non seulement contre les courants opportunistes, mais encore – ce qui devrait avoir aussi une certaine importance – contre l'ordre social existant. Le moyen proposé se retourne contre le but.

Dans ce désir craintif d'une partie de la social-démocratie russe d'établir la tutelle d'un comité central omniscient et omnipotent, pour préserver un mouvement ouvrier, si prometteur et si plein de sève, de quelques faux-pas, nous croyons discerner les symptômes de ce même subjectivisme qui a déjà joué plus d'un tour à la pensée socialiste en Russie. [...] Et, enfin, disons-le sans détours : les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infaillibilité du meilleur « comité central ». »

* * *

*« La réalisation du socialisme par une minorité est
inconditionnellement exclue, puisque justement
l'idée du socialisme exclut la domination d'une minorité. »*
(Rosa Luxemburg)

« Les travailleurs n'ont pas de patrie. »
(Karl Marx)

Critique Sociale n° 38, février-mars 2016

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Internationalistes, nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, ethniques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info

contact@critique-sociale.info

*Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség - Osszetartás*